



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 04 septembre 2023

❖ Régional

Premier Sommet africain pour le climat

Du 4 au 6 septembre 2023 s'est tenu, à Nairobi, le premier Sommet africain pour le climat. Pendant trois jours, une vingtaine de dirigeants d'Afrique mais aussi des Etats-Unis, de Colombie, d'Europe dont la Secrétaire d'Etat française C. Zacharopoulou, de Chine, entre autres, ainsi que le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, se sont réunis pour échanger avec les acteurs de la société civile ainsi que des entreprises publiques et privées, et des organisations internationales sur des sujets tels que la croissance verte, l'énergie ou la finance climat. Ce premier Sommet africain pour le climat avait pour objectif de consolider une position commune au continent en vue des prochaines négociations climatiques internationales, qui culmineront à la COP28 à Dubaï. Ainsi, le président William Ruto souhaitait que ce sommet permette au continent de "proposer des solutions

africaines" à la COP28, de présenter le continent africain comme une puissance émergente en matière d'énergies renouvelables et d'appeler à une aide financière internationale pour révéler son potentiel. Une déclaration des leaders africains sur le climat, consensus des positions africaines en amont de la COP28, a été signée par 15 chefs d'Etat africains en conclusion du sommet. En Afrique de l'Est, la Tanzanie, le Rwanda, le Burundi, les Comores, l'Ethiopie, l'Erythrée, le Soudan du Sud et le Kenya ont signé cette déclaration.

L'Ouganda est le second pays d'Afrique de l'Est à proscrire les importations de vêtements de seconde main

Après le Rwanda en 2018, l'Ouganda est le deuxième pays d'Afrique de l'Est à interdire l'importation des « *mitumba* »¹ sur son territoire. La CAE avait annoncé en 2016 vouloir le faire, mais à la suite de la menace des EU de retirer le Rwanda de l'AGOA après que le pays avait pris cette mesure, le mouvement avait été endigué. Derrière

¹ Vêtements de seconde-main

cette mesure ougandaise, un objectif annoncé: protéger et développer l'industrie textile locale. Cependant, les pays de la région ne possèdent pas une longue expérience dans la production industrielle de vêtements. Par conséquent, le Rwanda et l'Ouganda devront procéder à de lourds investissements pour développer les équipements et accroître la main-d'œuvre qualifiée. Si tel n'est pas le cas, les acteurs locaux ont peur que ces mesures protectionnistes profitent aux importations chinoises de vêtements neufs et bon marché, alors que la Chine est devenue l'un des principaux fournisseurs de vêtements dans la zone ces cinq dernières années. Moins radical, le Kenya réfléchit à l'établissement de nouvelles taxes sur les vêtements importés pour accompagner l'émergence d'une industrie textile locale solide. Récemment, Moses Kuria, le ministre chargé du commerce, annonçait vouloir mettre en œuvre une taxe de 25 % lors de la prochaine loi de Finances.

Burundi

Pas de brève cette semaine

Comores

Pas de brève cette semaine

Djibouti

Pas de brève cette semaine

Erythrée

Pas de brève cette semaine

Ethiopie

Chute des exportations de khat sur l'année fiscale 2022/2023

L'Éthiopie a enregistré une baisse historique des exportations de khat tant en volume qu'en valeur au cours de l'année fiscale 2022/2023. En effet, le pays a exporté 31 382 tonnes pour un montant de 248,36 MUSD, contre 56 353 tonnes et 392,2 MUSD l'année précédente, soit une baisse de, respectivement, 45 % en volume et 37 % en valeur. Le khat est le 4^{ème} produit d'exportation en Ethiopie. Dans leur ensemble, les résultats des recettes d'exportations pour l'année 2022/2023 ont été en deçà des objectifs gouvernementaux (1,58 Mds USD inférieurs à l'objectif annoncé) et ont enregistré une baisse de 13,4 % par rapport à l'année dernière – 3,64 Mds USD contre 4,2 Mds USD. Les exportations de café et de bétail sont également en cause, à la vue de leurs faibles résultats. Les producteurs et exportateurs de khat expliquent cette baisse par 5 principaux facteurs: une taxation lourde, des problématiques de conservation du produit, l'augmentation très importante du commerce informel de khat (multiplication par trois des saisies), la concurrence kenyane notamment sur le marché somalien ainsi que la baisse de la production liée à l'inflation sur le prix des engrais. Le gouvernement a annoncé un objectif de 450 MUSD de recettes d'exportation pour le khat au cours de l'année fiscale 2023/2024.

Lancement d'un projet avec l'IFC pour soutenir l'émergence du marché des capitaux

L'Autorité éthiopienne des marchés de capitaux (ECMA) et l'IFC ont lancé un projet de quatre ans visant à soutenir la croissance des marchés de capitaux nationaux et à accroître l'accès aux financements en monnaie locale. Ce projet permettra de développer un marché obligataire en monnaie locale à destination du gouvernement et d'émetteurs privés. Il constituera une nouvelle source de financement en complément du secteur bancaire, aujourd'hui restreint par la nouvelle politique monétaire de la Banque Centrale – cette dernière vise à limiter l'octroi de crédit pour juguler l'inflation. Cela devrait permettre de stimuler les investissements et de rendre le marché des capitaux plus dense et liquide.

Kenya

Le président Ruto signe le projet de loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent

Le président William Ruto a signé le projet de loi 2023 sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cette nouvelle loi permettra de combler certaines lacunes limitant la lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme dans le pays. Par exemple, elle habilite l'Autorité des Marchés Financiers à imposer à ses titulaires de licence de respecter les lois relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et lui confère le devoir

d'harmoniser le régime d'agrément prévu par la loi avec les normes du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI). Enfin, la Banque centrale du Kenya (CBK) supervisera les institutions financières et les agents des institutions déclarantes. Cette loi est adoptée alors que le groupe d'évaluation mutuelle de la branche est-africaine du GAFI, l'*East and Southern Africa Anti-Money Laundering Group (ESAAMLG)*, a rendu en 2022 une évaluation concluant que la réglementation et les pratiques du Kenya en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme étaient conformes à seulement 3 des 40 recommandations du GAFI, tandis qu'elles étaient non conformes à 11 recommandations et seulement partiellement conformes à 26 recommandations. Ce rapport approuvé en septembre 2022 a ouvert une période d'observation d'un an pendant laquelle le Kenya était invité à combler ses lacunes, période d'observation qui doit s'achever en octobre 2023. En cas de non-conformité, le Kenya pourrait rentrer sur liste grise du GAFI dès février 2024, avec l'obligation de mettre en œuvre un plan d'action.

Le Trésor kenyan va rapatrier 3 Mds USD de fonds publics auprès des banques

Après presque 10 ans de planification du projet *Tresory Single Account (TSA)*, le mois de septembre sera marqué par le début de l'apurement des fonds gouvernementaux au sein des banques commerciales. Or, il est probable et attendu que ce projet bouscule les positions en liquidités de l'industrie bancaire. Effectivement, les

fonds gouvernementaux représentent entre 8% et 10% du total des dépôts bancaires. Les dépôts gouvernementaux dans les banques commerciales s'élevaient à 436 Mds KES (3 Mds USD), soit 8,7% du total des dépôts (5 Mds KES ; 34,6 Mds USD) au 31 décembre 2022. En vertu du TSA les ministères, départements et organismes gouvernementaux sont tenus de rembourser les fournisseurs dans les 24 heures suivant la réception des fonds du Trésor public afin d'éliminer les liquidités inutilisées dans les comptes bancaires. La mise en œuvre, par le Kenya, du TSA fait partie d'un plan plus large des Etats membres de la CAE visant à assurer la surveillance des fonds publics et à éliminer les coûts inutiles au maintien de l'argent sur des comptes bancaires. Sa mise en œuvre a cependant pris du retard.

A Nairobi, Uber lance son premier service de motos électriques en Afrique

A l'aune du Sommet africain sur le Climat qui s'est tenu du 4 au 6 septembre à Nairobi, Uber a lancé le 31 août sa première flotte de motos électriques d'Afrique. Un premier pas vers son objectif de « zéro émission » de sa plateforme d'ici 2040. Le coût d'exploitation pour les conducteurs devrait baisser de 30 à 35%, et le prix pour les usagers, de 15 à 20%. Les motos manufacturées en Inde par *One Electric*, sont assemblées à Nairobi par une start up Franco Kényane, *STIMA*, en partenariat avec *Mobius Motors*, et appartiennent à *Greenwheels Africa*, en charge de la logistique des motos. Pour gérer la recharge des batteries de sa flotte, *Greenwheels*

opère des stations d'échange de batteries installées aux points névralgique de la ville. La gestion des batteries sur le réseau bénéficie de la suite technologique de *STIMA* permettant d'assurer la continuité de service d'échanges pour les conducteurs tout en garantissant un rendement économique des investissements.

Madagascar

Axian Telecom et *JPMorgan Chase Bank* concluent un accord de prêt de 158,3 MUSD

Lors de la publication de ses résultats financiers du second semestre 2023, le premier groupe malgache *Axian* a annoncé la conclusion d'un accord de prêt entre la banque *JPMorgan Chase* et sa filiale *Axian Telecom*, signé le 19 juillet dernier. Cet accord porte sur un montant total de 158,3 MUSD, garanti par la *Swedish Export Credit Agency*, réparti en deux tranches, la première de 102 MUSD, remboursable à compter de novembre 2023, la seconde de 56,3 MUSD remboursable à compter d'avril 2025. Ce prêt permettra à *Axian Telecom* de financer ses futurs investissements liés à la modernisation de son réseau en Tanzanie (à travers sa filiale *Tigo*) et à Madagascar (à travers *Telma*). *Axian* confirme ainsi son dynamisme à l'international suite au rachat en juillet dernier de 80% de *Free Sénégal*.

🍷 Maurice

Hausse des recettes fiscales de +21,7% pour l'exercice 2022-2023

Selon le service des impôts de l'île Maurice, *Mauritius Revenue Authority* (MRA), la collecte fiscale de l'exercice 2022-2023 s'est élevée à hauteur de 137 Mds MUR (2,8 Mds EUR environ), contre 112,6 Mds sur la période précédente, soit une hausse des recettes de +21,7%. La dernière collecte comprend notamment 47,8 Mds MUR (soit 988 MEUR) de TVA (+24,8%) ; 22,6 Mds MUR (soit 467 MEUR) d'impôt sur les sociétés (+36,8%) et 15,7 Mds MUR (soit 324 MEUR) d'impôts sur le revenu.

Forte hausse des recettes touristiques sur le 1^{er} semestre 2023

Les arrivées touristiques sur la période janvier - juillet 2023 ont atteint 704 298, soit une hausse de +49,7% en glissement annuel. Concernant les recettes touristiques, celles-ci ont atteint 41,7 Mds MUR (soit environ 862 MEUR) sur la période janvier - juin 2023, soit une augmentation de +65% par rapport au 1^{er} semestre 2022. Par comparaison au 1^{er} semestre 2019, période pré-COVID-19, la hausse est de +34,3%.

🍷 Ouganda

Nouvelle baisse du taux d'inflation en août

Le rythme de croissance de l'indice des prix à la consommation sur 12 mois continue à ralentir en août à 3,5% (contre 3,9% en

juillet). L'inflation sous-jacente diminue encore plus fortement (3,3% contre 3,8% le mois précédent) grâce à un allègement de la pression sur les denrées alimentaires qui composent majoritairement l'indice. Ainsi ce ralentissement observé est particulièrement marqué pour la farine de maïs et le riz qui enregistrent respectivement des taux de 1% (contre 6,9% précédemment) et 17,8% (contre 24,6%). La diffusion territoriale de cette période de désinflation est plus hétérogène à l'échelle nationale, la région de Kampala enregistrant un des taux les plus faibles (+3% dans les zones les plus défavorisées) alors qu'à Arua il est deux fois plus élevé (6,4%). L'Ouganda est le pays d'Afrique de l'Est avec le plus faible taux d'inflation selon son ministre des Finances.

Point de situation sur le commerce extérieur de l'Ouganda

Fin juin 2023, le déficit commercial de l'Ouganda avec le reste du monde a été réduit en variation annuelle de 32%, à 248 MUSD. Ce résultat s'explique par une hausse des exportations (+11% à 650 MUSD) plus forte que celle des importations (+3% à 898 MUSD). Les produits miniers (50% des ventes) tout comme les denrées agricoles, notamment le café (14% du total) bénéficient de la hausse des cours mondiaux. Les exportations ont majoritairement été livrées dans les pays partenaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est (34%) et d'Asie (32%). Les importations sont, elles, majoritairement dominées par les postes « animaux et produits animaliers » et les produits pétroliers sans précision du poids de chacune. L'Asie, avec en tête la Chine et

L'Inde, est le principal fournisseur de l'Ouganda avec une part de marché de 37% devant la région Afrique de l'Est (27%). Lors de la conférence parlementaire des pays de l'Afrique de l'Est, tenue à Kampala le 31 août dernier, le ministre des Affaires étrangères John Mulimba en charge de la coopération régionale s'est ému du maintien de barrières restrictives au commerce au sein de la sous-région affectant les exportations de son pays en particulier en direction du Kenya.

🌐 Rwanda

Le Royaume-Uni et l'UNICEF s'unissent pour soutenir l'éducation des filles

Le Royaume-Uni, en partenariat avec l'UNICEF, va soutenir deux projets éducatifs dans le pays sur les sept prochaines années. D'après un communiqué du gouvernement britannique, l'accord d'une valeur de 12,3 MGBP (15,5 MUSD) s'étalera sur sept ans. Il vise à soutenir le nouveau programme britannique *Girls in Rwanda Learn (GIRL)* dont le but est de maintenir à l'école les filles qui risquent d'abandonner les bancs, et de soutenir les enfants handicapés. *GIRL* interviendra dans 50% des écoles les moins performantes du Rwanda et devrait permettre d'améliorer l'apprentissage de 700 000 enfants. Un deuxième projet éducatif devrait être soutenu par le Royaume-Uni à travers l'ouverture d'une bibliothèque numérique. Cette infrastructure permettra d'accroître l'accès aux ressources éducatives au Rwanda. L'accès à la bibliothèque sera gratuit pendant 12 mois et proposera plus de 80 000 ressources.

🌐 Seychelles

La compagnie qatarie *Assets Development Company* remporte le marché de construction d'un hôtel à Assomption

A l'issue d'un appel à manifestation d'intérêt lancé en juin 2023, *Islands Development Company (IDC)*, société d'Etat gestionnaire de l'île d'Assomption située au sud-ouest de Mahé, a annoncé le 3 août dernier l'attribution du marché de construction d'un hôtel cinq étoiles à la compagnie qatarie *Assets Development Company (ADC)*. Cet hôtel (dont le coût n'a pas été communiqué), construit sur une superficie comprise entre 40 et 60 ha, sera doté d'une capacité de 40 chambres (90 personnes). Les travaux devraient être achevés d'ici 2025. IDC motive notamment cette décision par les coûts élevés de gestion de l'île évalués à près de 0,7 MUSD par an.

🌐 Somalie

Pas de brève cette semaine

🌐 Soudan

Pas de brève cette semaine

🌐 Soudan du Sud

La Banque du Soudan du Sud déplore le manque de retour sur

investissement de sa politique monétaire sur l'économie

Malgré l'injection de plus de 697 MUSD depuis 2020 par la Banque du Soudan du Sud dans l'économie, son gouverneur Johnny Ohisa estime que les résultats obtenus ne sont pas à la hauteur des efforts consentis en raison de conditions adverses. La réforme de la politique monétaire et du taux de change sont des chantiers majeurs pour permettre à cette jeune institution de jouer son rôle notamment pour la stabilisation des prix et pour la gestion du système bancaire constituées de 31 établissements. Le Soudan du Sud tire 98 % de ses revenus du pétrole et doit diversifier son économie en tirant profit de ses richesses agricoles.

🌐 Tanzanie

Remaniement ministériel le 30 août 2023

Un remaniement ministériel a été annoncé le 30 août par la présidence de Tanzanie. Parmi les changements les plus significatifs figure la nomination aux Affaires étrangères de January Makamba qui détenait le portefeuille de l'Énergie. Le MAE est nouvellement doté d'un deuxième poste de vice-ministre et d'un Secrétaire Général tous deux en charge de la coopération Afrique de l'Est. L'actuel ministre des Minerais Doto Biteko est nommé ministre de l'Énergie. L'actuel vice-ministre de l'Agriculture, Anthony Mavunde, se voit confier le portefeuille des Mines. Les ministres du Tourisme et de la Gouvernance locale échangent leurs portefeuilles. Mohammad Mchengerwa

devient ministre de la Gouvernance locale et Angela Kairuki est nommée ministre des Ressources naturelles et du Tourisme. Autre échange de poste, entre les tenants de la Culture et des Affaires juridiques, Damas Ndumbaro devient ministre la Culture, des Arts et des Sports et Pindi Chana prend le portefeuille des Affaires Juridiques et Constitutionnelles. Enfin, le ministère des Travaux et Transports est scindé en deux. Le ministre actuel, Makame Mbawara conserve les Transports, tandis que le portefeuille des Travaux est confié à Innocent Bashungwa, actuel ministre de la Défense qui laisse la place à Stergomena Tax, qui revient à la Défense après son passage aux Affaires étrangères.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda
Soudan

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)
/ [Soudan](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de
France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice,
Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#)
/ [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE
beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE
julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC
gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO
annie.biro@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international